

La transhumance politique et la réunification au *Southern Camerouns*: 1949-1960 [□]

Mokam David*

pp. 9-16

Introduction

La transhumance politique a fait couler beaucoup d'encre et de salive dans les pays de l'Afrique francophone depuis leur retour au multipartisme. On a eu l'impression que c'était un phénomène nouveau; non. En effet, elle a été vécue sous d'autres cieux et à des périodes plus anciennes. On a enregistré ce phénomène en Occident. Les cas les plus cités sont ceux de François Mitterrand en France et de Ronald Reagan aux Etats-Unis d'Amérique (Tiensigué, 2006: 5). Le premier était d'abord pétainiste avant de servir sous le régime de Vichy. Le second, quant à lui, était militant du parti démocrate avant de le quitter pour rejoindre le parti républicain qui l'a porté à la présidence des États-Unis. En Afrique coloniale, un cas patent de transhumance politique est celui de Félix Houphouët-Boigny. Ce membre fondateur du RDA (Rassemblement Démocratique Africain), qui luttait avec véhémence contre la colonisation, devint un collaborateur zélé de la puissance coloniale française (Médias, 2019). Ces cas cités exposent clairement la diversité dans les manifestations de la transhumance politique définie par Kaptchouang Tchédjip (2015: 8) comme «cette attitude qui consiste pour l'homme ou les acteurs politiques voire publics à migrer allègrement d'un groupement à l'autre, d'une chapelle à l'autre, dans la construction et/ou la reconstruction de leur carrière politique, sans considération des convictions partisanses». La définition ne doit pas restreindre le phénomène aux chapelles politiques uniquement. On parlerait aussi de bord politique pour y inclure ceux qui n'appartiennent pas aux partis politiques, mais ont une influence politique certaine. On retrouve donc, dans ces manifestations, «... scissions au sein des formations politiques, défections, démission des militants ou responsables d'un parti politique pour rejoindre un autre, acte de fusion, migration des élus de leur parti qui les avaient investis vers un autre, volte face d'un parti ou d'un groupe de partis dans leurs stratégies d'alliances...» (Tiensigué, 2006: 3).

Le Cameroun colonial a connu la transhumance politique. Dans sa partie dont l'administration avait été confiée aux Britanniques, elle a eu de forts liens avec le processus de réunification. C'est dans ce sens que Bongfen Chem-Langhëë (1983: 71) a affirmé que si l'affaire Frambo avait réussi, le gouvernement du KNDP (Kamerun National Democratic Party) aurait chuté, entraînant avec lui le mouvement de réunification¹.

□ 10.21747/doi.org/0874-2375/afr33a1

* Université de Ngaoundéré.

¹ Cette affirmation traduit certes la forte corrélation de la transhumance politique et de la réunification au *Southern Camerouns*, mais elle est erronée. En effet, l'affaire Frambo intervint en mai 1960, plusieurs mois après que la Quatrième Commission de l'Assemblée Générale de l'ONU avait adopté la résolution 1352 (XIV) qui arrêta les questions

La réunification du Cameroun a fait l'objet de nombreuses études (Chem-Langhëë, 1976; Amazeé, 1994; Njeuma, 1995; Awason, 2000; Ngoh, 2011; Nfi, 2014). Ces études ont, pour l'essentiel, retracé son parcours, indiquant souvent le rôle que des groupes ont joué dans ce processus. Seul l'article de Martin Zachary Njeuma l'a mise en rapport avec l'opportunisme politique qui permet de comprendre certaines attitudes de transhumance politique. Il reste alors le problème de la contribution de la transhumance politique au processus de réunification au *Southern Cameroons*. La transhumance politique a-t-elle favorisé ou défavorisé le processus de réunification au *Southern Cameroons*? Le déchiffrement de cette énigme permet de mieux comprendre certaines revendications politiques qui ont eu cours dans cette partie du Cameroun et qui menacent sa stabilité politique. L'analyse des principaux cas de transhumance politique au *Southern Cameroons* permet de répondre à cette préoccupation. Cette étude pourrait alors donner un argument de plus pour davantage condamner cette pratique ou essayer de la réhabiliter. Il faut d'abord poser les termes de la réunification dans cette partie du Cameroun colonial, puis considérer la transhumance politique jusqu'en 1954 et, enfin, l'envisager de 1954 à 1960.

La question de la réunification au Southern Cameroons

La réunification au Cameroun, en général, et au *Southern Cameroons*, en particulier, a une histoire qu'il importe de connaître afin de mieux appréhender tous les contours de cette importante question. En quels termes s'est-elle posée ici?

En 1884, contre toute attente, le territoire qui allait devenir le Cameroun, devint un protectorat allemand avec la signature du traité germano-douala. La colonisation allemande commença, mais ne dura qu'une trentaine d'années. En 1914, la Grande Guerre, qui fut allumée sur le continent européen, s'étendit en Afrique, notamment au Cameroun qui fut attaqué par les troupes franco-britanniques soutenues par les troupes belges. La guerre y dura jusqu'en 1916. Le 20 février 1916, le capitaine allemand, Von Raben, se rendit et la prise du fort de Mora marqua la fin des hostilités au Cameroun. La France et la Grande-Bretagne entreprirent d'administrer ce butin de guerre sur la base du condominium qu'elles avaient institué avant la fin des hostilités après la signature de l'accord du 21 septembre 1915 (Madiba Essiben, 1981: 43). Comme l'a indiqué Lovett Zephania Elango (1987, pp. 9-10), la réalisation de ce condominium fut en butte à plusieurs différends provenant des mésententes survenues lors de la tentative d'application de cet accord. Par conséquent, cette forme d'administration fut abandonnée et l'idée du partage du territoire vit le jour. Elle se matérialisa en 1916. Après de nombreuses négociations, un accord fut signé le 04 mars 1916, partageant le Cameroun entre la France et la Grande-Bretagne suivant la Ligne Picot. Selon cet accord, la France recevait, en dehors des territoires cédés à l'Allemagne en 1911, les 4/5^e du Cameroun, le reste revenant à la Grande-Bretagne. Une fois ce partage effectué, le Secrétaire britannique des colonies instruisit le Gouverneur Général du Nigeria de prendre les dispositions nécessaires pour administrer la sphère britannique de l'ancienne colonie allemande du Cameroun. La partie du Cameroun revenue à la Grande-Bretagne fut alors administrée comme partie intégrante du Nigeria. Le texte du mandat, signé le 20 juillet 1922, entérinait l'accord et cette disposition pratique d'administration. La Grande-Bretagne n'en fit pas une entité unique. Elle divisa sa part

à soumettre à l'électorat du *Southern Cameroons* pour le plébiscite devant se tenir, au plus tard, le 31 mars 1961. C'est dire clairement que même si le gouvernement du KNDP était tombé suite à la défection du député Frambo, le plébiscite n'aurait pas été annulé, sauf s'il est établi que c'est la présence du KNDP au pouvoir qui avait permis d'avoir les résultats sortis des urnes en faveur de la réunification du *Southern Cameroons* avec la république du Cameroun.

du Cameroun en deux sections: le *Northern Cameroons* et le *Southern Cameroons* dans lesquels naquirent de nouvelles réalités aux contours complexes.

La première réalité avait trait à la géographie de la frontière. La frontière entre le Cameroun sous administration française et le *Southern Cameroons* avait divisé des ethnies, notamment le Bamiléké, les Mbo, les Bakossi, pour ne citer que ces exemples-là. Les restrictions frontalières ne favorisaient plus les relations sociales et commerciales qui avaient cours lorsque les deux entités formaient un territoire unique sous l'administration allemande.

La seconde réalité était sociale. Au cours de la colonisation allemande, la mobilité des habitants du territoire avait fait en sorte qu'une bonne partie de la population originaire des régions situées à l'Est du fleuve Mounjo s'était installée dans la partie qui devint le *Southern Cameroons*. Elle y avait été attirée par le travail dans les grandes plantations et l'exploitation des terres fertiles, notamment sur les flancs du Mont Cameroun. Par ailleurs, d'autres personnes originaires des zones indiquées s'y étaient installées en tant qu'agents de l'administration. Il y avait eu un tel brassage qu'il était difficile d'envisager un retour dans les zones d'origine de ces personnes.

La troisième réalité était liée à l'administration. Le *Southern Cameroons* était administré comme partie intégrante du Nigeria. De 1919 au 1er janvier 1947, le *Southern Cameroons* fut toujours une partie des provinces méridionales du Nigeria. A partir de 1947, il devint une partie de la Région Est du Nigeria, conformément au découpage fait par la nouvelle constitution, celle du gouverneur Richards (Ngoh, 1990: 58-59). Il resta partie de cette région jusqu'en 1954, lorsqu'il fut érigé en Quasi-Territoire Fédéral. Cette administration comme partie intégrante du Nigeria eut de nombreuses implications dont deux furent très importantes. La première est que les Ibo du Nigeria s'installèrent massivement au *Southern Cameroons* en tant que fonctionnaires et commerçants. Ils y créèrent ce qui a été appelé «ibophobie» en s'imposant et en dominant le commerce. Les Camerounais eurent alors le sentiment qu'ils n'étaient pas chez eux. Par ailleurs, il y avait aussi le sentiment que la personnalité du *Southern Cameroons* était diluée dans celle du Nigeria.

Il faut aussi ajouter que, de par cette administration du *Southern Cameroons* comme partie intégrante du Nigeria, les Camerounais originaires des zones situées à l'Est du Mounjo étaient considérés comme des étrangers. C'est ainsi qu'ils ne jouissaient pas du droit de vote. Tous ces facteurs se conjuguèrent pour faire naître l'idée de réunification des deux Cameroun. Nous partageons l'avis bien fondé de Bongfen Chem-Langhë (1976: xix) qui affirme que cette idée naquit aussi bien au *Southern Cameroons* qu'au Cameroun français, contrairement à Nicodemus Fru Awasom (2000: 94-96) qui, marchant dans le sillage de Le Vine (1971: 16-17), pense que cette idée commença au Cameroun français avant de s'exporter au *Southern Cameroons* via des immigrants. Les contours de cette idée de réunification ont été bien formulés dans les buts de la *Cameroons National Congress* (CNF) qui étaient, entre autres, d'affirmer une identité séparée des populations du *Southern Cameroons*, d'affirmer une unification de principe, la suppression des restrictions et des réglementations de frontière, l'enseignement de l'anglais et du français dans les écoles des deux Cameroun et la création d'une assemblée qui permettrait l'unification de toutes les sections du territoire camerounais sous tutelle (Fru, 2008: 140). La CNF fut le premier mouvement politique d'envergure nationale au *Southern Cameroons* et qui fit de l'unification et de la réunification ses préoccupations centrales. C'est dans ce mouvement que commença la transhumance politique en rapport avec la réunification.

La transhumance politique de 1951 à 1953

Au cours de cette période, la principale organisation politique qui existait dans le *Southern Cameroons* était la *Cameroons National Federation*. C'est elle qui va donc subir la transhumance politique dont les causes ont surtout été liées à la réunification. La présentation de sa naissance permet de mieux comprendre tous les cas de transhumance politique qui l'ont touchée.

La CNF fut créée en 1949 par Emmanuel Mbella Lifafa Endeley et Paul Monyongono Kale à Kumba. Ils le firent en mettant ensemble les associations de développement, les *Improvement Unions*, qui existaient dans les principales villes de la zone, notamment Victoria², Kumba et Bamenda et dans certains villages du *Southern Cameroons* (Chem-Langhëë, 1976: 41; Ebune, 1992: 131; Anye, 2008: 140). Ce mouvement politique fut créé dans un contexte particulier, celui de la première visite de la Mission de l'ONU au Cameroun. C'est à l'occasion de cette première visite que ce mouvement politique adressa sa première pétition.

Dans cette pétition-ci, la CNF fit plusieurs demandes. Elle commença par condamner l'administration britannique du territoire qui en faisait une annexe du Nigeria. Par conséquent, elle demanda une séparation du *Southern Cameroons* du Nigeria. Elle demanda l'unification de l'ensemble du Cameroun britannique pour constituer une région distincte dans le Nigeria, avec un Haut Commissaire résidant à Buea. Elle demanda, enfin, la réunification des différentes sections du Cameroun afin que l'on retrouve le territoire tel qu'il existait avant 1914 (Ebune, 1992: 132; Awasom, 2000: 97; Anye, 2008: 141). La lecture attentive de la pétition de la CNF expose des positions qui apparaissent contradictoires. L'unification du *Northern* et du *Southern Cameroons* pour en faire une région distincte dans le cadre du Nigeria est-elle compatible avec la réunification des deux Cameroun? C'est une ambiguïté congénitale de la CNF qui va la suivre tel le péché originel et être à la source de certains départs de ses membres.

La première transhumance politique du *Southern Cameroons* pour la période étudiée arriva en 1951. Cette année-là, du 11 au 13 août 1951, se tint, à Kumba, une réunion regroupant les membres dissidents de la CNF, essentiellement ceux qui appartenaient à la *French Cameroons Welfare Union*, branche de la CNF, Nerius Namaso Mbile, le secrétaire général de la CNF et des membres de l'Union des Populations du Cameroun venus du Cameroun français. Cette réunion donna lieu à la naissance d'un nouveau mouvement politique, la *Kamerun United National Congress* (KUNC). Comme conséquence, le 18 août 1951, Nerius Namaso Mbile rendit publique sa démission de la CNF. Il devait occuper le secrétariat général de la nouvelle organisation politique ayant à sa tête Robert Jabea Kum Dibonge (Chem-Langhëë, 1976: 48-49; Amaze, 1994: 202-203). Deux causes principales sous-tendent cette transhumance politique. La première est liée à la rivalité pour le leadership politique entre les deux principales figures de la CNF, son président, Emmanuel Mbella Lifafa Endeley et son secrétaire général, Nerius Namaso Mbile. Selon le Commissaire du *Cameroons*, ce dernier avait été fort motivé, dans son action, par ses ambitions politiques (Amaze, 1994: 204). Il voulait s'assurer une position dominante dans le *Southern Cameroons* aux dépens du Dr Endeley dont il fut le secrétaire général à la fois au sein de la *Cameroon Development Corporation Workers' Union* et au sein de la CNF. Monsieur Mbilé aurait ainsi voulu, en participant à la création du nouveau mouvement, s'attirer les sympathies d'une frange importante des habitants originaires du Cameroun français qui constituaient un électorat important s'ils étaient mis dans le jeu.

² Actuelle ville de Limbe.

Cet argument est recevable. Toutefois, on se demande si Nerius Namaso Mbile pouvait y arriver en continuant à être secrétaire général de ce nouveau mouvement politique. Pourquoi n'a-t-il pas plutôt voulu occuper sa présidence pour avoir suffisamment de pouvoir et de visibilité? Dans cet argument apparaît, en arrière plan, la question de la réunification qui fut déterminante dans cette transhumance politique.

Parmi les objectifs ambigus de la CNF figurait la lutte pour la réunification qui fut reléguée à un arrière plan et parfois abandonné, car ce mouvement politique se préoccupait beaucoup plus, sinon exclusivement, des questions internes du *Southern Cameroons*. A titre d'illustration, il faut faire remarquer que son leader, Emmanuel Mbela Lifafa Endeley pensait qu'un meilleur avenir de ce territoire se réaliserait mieux au travers de la défense des droits des travailleurs, de la représentation dans les organes législatifs du Nigeria et de la réforme de l'ordonnance sur les terres et les droits des populations locales que dans des efforts de réduction des difficultés liées à la frontière entre les deux sections de l'ancien Cameroun allemand (Njeuma³, 1995: 30). C'est dans cet ordre des choses que, à l'approche des élections générales de 1951⁴ au *Southern Cameroons*, le leader de la CNF s'opposa à l'octroi du droit de vote à 17 000 personnes dont les parents étaient originaires du Cameroun sous administration française et qu'il considérait comme des étrangers (Awasom, 2000: 98; Anye, 2008: 135). Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Les frustrés, ayant à leur tête Robert Jabea Kum Dibonge, claquèrent la porte de la CNF. Ils furent, par la suite, rejoints par John Ngu Foncha, un partisan de la réunification qui vécut mal l'abandon de cet objectif par la CNF. Il adhéra aussi au KUNC qui, toujours mu par le souci de la réunification, se réconcilia avec la CNF. Cet autre épisode de la transhumance politique au *Southern Cameroons* eut lieu en 1953.

Cette année-là, il y eut une crise dans la région Est du Nigeria à laquelle le *Southern Cameroons* était administrativement intégré. Cette crise, bien relatée par Victor Julius Ngoh (1990: 95-107), avait été causée par les problèmes internes au *National Council of Nigeria and Cameroons* (NCNC). Elle affecta l'ensemble de la Région Est du Nigeria et eut, entre autres conséquences, la division entre les élus du *Southern Cameroons* à l'Assemblée de cette Région et la fin de la constitution de Macpherson. Face à la crise interne du NCNC, quatre des treize élus du *Southern Cameroons*, Emmanuel Mbela Lifafa Endeley, J. T. Ndze, J. C. Kangsen et S. A. George tinrent une réunion à Lagos au cours de laquelle ils optèrent d'observer une «neutralité bienveillante». Une fois informé de cette décision, Nerius Namaso Mbile objecta en indiquant que l'adoption d'une telle politique devait se faire avec l'assentiment des chefs traditionnels et de l'électorat du *Southern Cameroons*. Cette position de Mbile fut soutenue par trois autres élus, à savoir, P. N. Motomby-Woleta, R. N. Charley et Sama Chi Ndi. Les treize élus s'étaient alors divisés en deux camps opposés. Cette situation compliqua davantage la crise, paralysant l'Assemblée de la Région Est du Nigeria qui fut finalement dissoute le 6 mai 1953. Les neuf partisans de la «neutralité bienveillante» convoquèrent une conférence à Mamfe du 22 au 24 mai 1953. Préalablement à cette conférence, ils organisèrent des réunions dans le *Southern Cameroons* afin d'expliquer les actions qu'ils avaient posées. C'est au cours d'une de ces réunions que se développèrent les prémices d'un autre acte de transhumance politique.

Cette réunion se tint au domicile du chef Abel Mukete de Kumba, en présence de Robert Jabea Kum Dibonge du KUNC. Ce dernier apporta son soutien à la position de «neutralité

³ Cet article regorge d'anachronismes. A titre d'illustrations, aux pages 30 et 31, en ce qui concerne la désignation du territoire correspondant au *Southern Cameroons*, l'auteur utilise le nom *West Cameroon* pour le désigner en 1951. Parlant du Cameroun sous administration française, il utilise le terme *East Cameroon* pour la même période. Ces appellations ne sont valables qu'après la réunification qui a eu lieu le 1^{er} octobre 1961.

⁴ Nicodemus Fru Awasom (2000), p. 98, parle des élections générales de 1950. Cela est erroné puisqu'il n'y a eu aucune élection au *Southern Cameroons* au cours cette année-là.

bienveillante» qu'avait adoptée le camp d'Emmanuel Mbela Lifafa Endeley. Ce fut aussi l'occasion pour les deux leaders d'évoquer la fusion de leurs mouvements respectifs (Ngoh, 1990: 101). Cette fusion fut acquise à l'occasion de la conférence de Mamfe. A l'ordre du jour figurait la discussion sur la séparation du *Southern Cameroons* du Nigeria en vue de la constitution d'une Région du Cameroun. Ceci était du goût du KUNC qui trouvait en cette démarche une étape importante dans la voie devant, à terme, déboucher sur la réunification des deux Cameroun. Le KUNC, très vite, se réconcilia avec la CNF. La fusion du KUNC et de la CNF se concrétisa en juin 1953 lorsque les deux mouvements formèrent le *Kamerun National Congress* (KNC) (Awasom, 2000: 100). L'usage de la lettre «K» dans l'appellation du nouveau parti politique était le gage de son engagement à la réunification. La création du KNC se fit sans Nerius Namaso Mbile, secrétaire général du KUNC, qui s'était d'office exclu de ce mouvement en soutenant une plus grande intégration du *Southern Cameroons* dans le Nigeria. Pour participer aux élections à venir, il créa le *Kamerun People's Party* (KPP), (Njeuma, 1995: 31). C'était la conséquence de son éloignement de la réunification.

De 1951 à 1953, les cas de transhumance politique enregistrés au *Southern Cameroons* avaient trait à la défection, à la dissidence et à la création de nouveaux mouvements politiques. La quasi-totalité des cas de transhumance politique a été causée par un éloignement ou un rapprochement de l'objectif de réunification des deux Cameroun. Ces cas ont eu lieu dans un contexte où le *Southern Cameroons* était administré comme faisant partie intégrante de la Région Est du Nigeria. Dès 1954, le contexte change lorsque le *Southern Cameroons* devient un Quasi-Territoire Fédéral à la suite de la victoire du KNC aux élections générales de 1953. Dès 1955, le KNC devint la principale victime de la seconde phase de transhumance politique.

La transhumance politique de 1955 à 1960

Les victoires électorales engrangées par le KNC en 1953 et 1954 en ont fait le principal parti politique du *Southern Cameroons*. C'est lui qui a inauguré le statut de Quasi-Territoire Fédéral octroyé par la constitution de Lyttelton de 1954 quand son président, Emmanuel Mbela Lifafa Endeley, est devenu *Leader of Government Business*, une sorte de premier ministre. Ce dernier a vite été rattrapé par ses convictions intrinsèques au sujet de la réunification.

Le KNC abandonna la séparation d'avec le Nigeria, programme qui a assuré ses trois victoires, pour de plus en plus parler d'une autonomie du *Southern Cameroons* au sein du Nigeria. Cette tendance du KNC indiquait clairement l'abandon de la réunification qui fut renforcé par l'alliance de ce parti politique avec l'*Action Group*, une formation politique nigériane, brisant ainsi la «neutralité bienveillante» qui avait fait la renommée d'Emmanuel Mbela Lifafa Endeley en 1953. Pour toutes ces raisons, John Ngu Foncha quitta le KNC⁵ (Chem, 1976: 93; Ngoh, 1979: 85; Njeuma, 1995: 31). Une fois hors du KNC, il créa le *Kamerun National Democratic Party* (KNDP) en 1955. Ce parti politique avait, comme programme, la sécession du *Southern Cameroons* d'avec le Nigeria et la réunification avec le Cameroun sous administration française (Ebune, 1992: 149-150; Awasom, 2000: 103). D'autres acteurs politiques suivirent l'exemple de John Ngu Foncha. Il s'agit de Solomon Tandem Muna qui quitta le KNC avant les élections générales de 1957. Ce dernier voulut créer son propre parti mais en fut dissuadé par Fon Galega, un autre transfuge du KNC,

⁵ La plupart des sources relatives à cet événement avancent la date de 1955 à l'exception de Bongfen Chem-Langhèë qui parle de 1954.

qui le convainquit à rejoindre, comme lui, les rangs du KNDP. Victor E. Mukete quitta aussi le navire KNC pour rejoindre John Ngu Foncha au KNDP afin qu'ils se battent pour la réunification qui lui tenait à cœur. Le député de Victoria, Mbua Monomo, suivit le même chemin (Ngoh, 2011: 14-17). Le KNDP ne brilla pas par sa stabilité au cours de cette période.

Le 11 mars 1960, le député du département de Wum, J. M. Boja, élu sous l'étiquette du KNDP, quitta les bancs du parti majoritaire à l'Assemblée du *Southern Cameroons* pour rejoindre ceux de l'opposition, ce qui les mit à égalité de sièges de 13-13. Il justifia son acte par sa conscience et la pression de son électorat qui ne croyait plus en la réunification (Chem-Langhëë, 1986: 74).

A l'analyse, ces cas de transhumance politique furent, pour l'essentiel, liés à la question de la réunification du Cameroun. Il se dégage clairement que l'adoption du programme de réunification était un bon ferment de victoire aux élections dans le *Southern Cameroons*. Son adoption permit au KNC, qui rassemblait la plupart des partisans de la réunification, de remporter une victoire écrasante aux élections générales de 1953 et aux deux autres élections qui se déroulèrent au *Southern Cameroons* en 1954. L'abandon du programme de réunification causa des défections au sein de ce parti politique-là. Les démissionnaires se retrouvèrent au sein d'un parti qui mit à son programme la réunification. Dans de nombreux milieux du *Southern Cameroons*, on avait attribué à la réunification le mérite d'avoir contribué à la victoire du KNDP aux élections générales de 1959 (Njeuma, 1995: 32; Ngoh, 2011: 16). Les leaders politiques du *Southern Cameroons* en avaient conscience. C'est la raison pour laquelle, ne croyant pas profondément à cette réunification, ils eurent à changer de position lorsqu'il le fallait. Une belle illustration est donnée par John Ngu Foncha. Entre 1954 et 1956 il était partisan de la réunification. Entre 1957 et septembre 1958, il était partisan de la sécession du *Southern Cameroons* d'avec le Nigeria. Entre octobre et novembre 1958, il était une chauve-souris car étant engagé dans la sécession, mais aussi dans la réunification, quoique assortie de certaines conditions (Chem-Langhëë, 1976: 117).

Conclusion

Au sortir de cette étude dont la préoccupation était de savoir si la transhumance politique avait favorisé ou défavorisé le processus de réunification du Cameroun, il se dégage que la plupart des cas de transhumance politique enregistrés au *Southern Cameroons* se sont produits pour protester contre l'abandon et la relégation de cette cause à un plan arrière. La création du KNC, suite à une réconciliation entre le KUNC et La CNF n'a été possible que parce qu'Emmanuel Mbela Lifafa Endeley s'était engagé à revenir à la réunification. Lorsqu'il a été établi que l'engagement de ce dernier n'était pas sincère, son parti s'est vidé des partisans de la réunification. Seule la démission du député J. M. Boja était motivée par un refus de la réunification. La transhumance politique a ainsi permis d'entretenir l'idée de la réunification au *Southern Cameroons*. Il est bien entendu que les calculs politiques et électoraux des principaux leaders du *Southern Cameroons* ont alimenté cette transhumance politique qui peut bien se comprendre à l'aune de la théorie de l'individualisme méthodologique. C'est à la lumière de cette même théorie que l'on peut comprendre les attitudes adoptées par certaines personnes dans le cadre de la crise anglophone qui secoue le Cameroun depuis 2016. La transhumance politique a ainsi contribué à l'avènement de la réunification dans une Afrique balkanisée par la colonisation européenne. C'est une contribution positive qui devrait donner l'occasion de réviser le regard porté sur la transhumance politique. Au lieu de la considérer uniquement

de façon négative, il faudrait peut-être voir en quoi elle peut être positive comme ce fut le cas pour la réunification au Cameroun. Des revirements politiques ne peuvent-ils pas contribuer à l'instauration de la paix dans des contextes politiques perturbés?

Références bibliographiques

- Amazee, Victor Bong (1994), *The Role of French Cameroonians in the Unification of Cameroon, 1916-1961*, *Transafrican Journal of History*, vol. 23, pp. 195-234.
- Anye, Emmanuel Fru (2008), *Issues of Minority Rights in the Context of Political Liberalization: the Case of Anglophone Cameroon*, PhD thesis in Political Studies, University of Witwatersrand.
- Awasom, Nicodemus Fru (2000), *The Reunification Question in Cameroon History. Was the Bride an Enthusiastic or a Reluctant One?*, *Africa Today*, pp. 91-119.
- Chem-Langhèè, Bongfen (1986), *The 'Frambo Affair'*, *Revue Science et Technique, Science and Technology Review*, série Sciences Humaines/Social Science series, pp. 71-77.
- _____ (1976), *The Kamerun Plebiscites, 1959-1961, Perceptions and Strategies*, PhD Thesis, University of British Columbia.
- Ebune, B. Joseph (1992), *The Growth of Political Parties in Southern Cameroons 1916-1960*, Yaoundé: CEPER.
- Elango, Lovett Z. (1987), *The Anglo-French Condominium in Cameroon 1914-1916. History of a Misunderstanding*, Limbe: Navi-Group Publications.
- Le Vine, Victor T. (1971), *The Cameroon Federal Republic*, Ithaca and London: Cornell University Press.
- Madiba, Essiben (1981), *La France et la redistribution des territoires du Cameroun (1914-1916)*, *Afrika Zamani*, N.º 12 et 13, pp. 36-52.
- Médias (2019), *La transhumance politique au Cameroun*. [Em ligne]. [Consult. 15.déc.2019]. Disponible sur <https://actucameroun.com/2019/12/02/la-transhumance-politique-au-cameroun-chaque-nation-a-les-opposants-quelle-merite>.
- Nfi, Joseph Lon (2014), *The Reunification Debate: the Role of French Cameroon Immigrants*, Bamenda: Langaa Research and Publishing CIG.
- Ngoh, Victor Julius (2011), *Les dessous de la réunification du Cameroun: de 1955 à 1961*, trad. Limbe: Presprint.
- _____ (1990), *Constitutional Developments in Southern Cameroons 1946-1961. From Trusteeship to Independence*, Yaoundé: CEPER.
- Njeuma, Martin Zachary (1995), *Reunification and Political Opportunism in the Making of Cameroon's Independence*, *Paideuma*, N.º 41, pp. 27-37.
- Tchedjip, Célestin Kaptchouang (2015), *Le transhumance politique au Cameroun (1990-2013) entre surdimensionnement des ego et figuration sur La Scène politique*, *Revue Africaine D'Études Politique et Stratégiques: African Journal of political and Strategic Studies*, n.º 2, Éditions L'Harmattan.
- Tienguié, Diabaté (2006), *La transhumance politique au Sénégal*, mémoire de Maîtrise en Science Politique, Université Cheikh Anta Diop de Dakar.